

TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

■ **TOUTES LIBERTES
DEMOCRATIQUES**

■ **LA CONSTITUANTE
SOUVERAINE**

SOMMAIRE

- EDITORIAL p. 1
- BOUMEDIENNE, EL MOUDJAHID, l'A.P.N.
et le statut du travailleur p. 5
- Arrachons la libération de Dalila p. 9
- Lettres à Tribune p. 13
- Halte à l'attaque contre les petits
commerçants et les artisans p. 15
- La rentrée scolaire..... p. 17
- Tunisie, Pérou, Camp David p. 22

4f

CORRESP^{CE} SELIO

87, rue du Faubourg S^t-Denis 75010 Paris

N° 17 - OCT-NOV 78

EDITORIAL :

CONTRE LE REGIME FAILLI DE L'ARBITRAIRE
CONSTITUANTE SOUVERAINE

Il y a 24 ans le 1er novembre 1954, le peuple algérien prenait les armes contre le colonialisme français oppresseur, pour chasser l'impérialisme, pour le pain, la terre, la liberté, la dignité.

Il y a maintenant 13 ans que BOUMEDIENNE et sa clique "dirigent" notre pays.

Depuis 13 ans, ils promettent qu'ils vont lutter contre l'impérialisme qu'ils vont satisfaire les besoins des masses, qu'ils vont "construire le socialisme".

Aujourd'hui chaque algérien se rend compte que ce régime n'est pas capable de répondre à la moindre des revendications du peuple algérien.

Chaque jour ils proclament qu'ils sont les "champions" de la lutte anti impérialiste. Chacun constate que l'Algérie de BOUMEDIENNE est devenue une "terre bénie" pour les capitaux provenant des Etats Unis, d'Allemagne, de France, du Japon, d'Arabie Saoudite... que par les contrats de vente du gaz et du pétrole, sur 20 ou 25 ans, le régime a bradié les richesses du pays à l'impérialisme.

Ils ont dit : "grâce aux plans quadriennaux, étudiés scientifiquement nous allons régler les problèmes du travail, du logement, de l'éducation"

Aujourd'hui le régime lui-même reconnaît que le 2ème plan (1973-1977) n'a été réalisé qu'à 50 % et le 3ème plan est renvoyé à une date inconnue.

A part les palais pour eux-mêmes, ils n'ont pas construit de logements. Des centaines de milliers de personnes vivent dans des bidonvilles, des taudis, des caves. On s'entasse dans des appartements trop exigus.

Des centaines de milliers d'enfants ne trouvent pas de place à l'école.

Des centaines de milliers d'adolescents sont renvoyés de l'école à

14 ans ou 16 ans sans aucune qualification, sans autre avenir que de trainer toute la journée dans la rue.

Ils ont annoncé :

"Nous avons à démocratiser l'Université" Or en 1977, 83 % des candidats

... / ...

... / ...

des candidats au baccalauréat ont échoué et, en 1978, le taux de réussite est à peine supérieur.

Ils ont proclamé à tous les vents : "Nous donnerons du travail à tous"
Mais ils sont incapables de publier la moindre statistique sérieuse.
Tout le monde sait que les fameux plans quadriennaux, même s'ils avaient été réalisés à 100 % n'auraient même pas pu répondre aux besoins créés chaque année, par l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

Le 17 octobre de chaque année, ils tiennent des conférences, font des grandes déclarations et assurent que la réinsertion des émigrés est pour bientôt. Mais il y a toujours plus d'un million de nos frères émigrés.

Ils se félicitent chaque jour de leur politique qui assurerait selon eux l'amélioration des conditions de vie des masses.

Chaque Algérien, chaque Algérienne sait que la vie de tous les jours est une "ronde infernale", que le coût de la vie n'a jamais été aussi élevé, que faire le marché est une véritable angoisse.

Ils ont proclamé que "leur" révolution agraire allait régler les problèmes de la terre et de l'alimentation des masses.

Or la production agricole chute chaque année, l'importation de produits alimentaires se fait de plus en plus massive, les paysans fuient les coopératives de la révolution agraire, la paysannerie refuse de vendre ses produits aux CAFEC, COFEL et les marchés sont vides.

Un grand renfort de discours, BOUMEDIENNE avait annoncé la "démocratisation des institutions".

Le peuple Algérien sait que la "démocratie à la Boumédienne" c'est l'arbitraire le plus complet, les "élections à l'algérienne", la répression de toute contestation, de toute grève, les arrestations, la torture, l'emprisonnement sans jugement.

"La démocratie à la Boumédienne" c'est le droit pour Messaoud ZEGHAR, le milliardaire et homme d'affaires de Boumédienne d'enlever et séquestrer Dalila MASCHINO avec la bénédiction du gouvernement.

Dans tous les domaines, sur toutes les questions, la faillite du pouvoir de Boumédiène est évidente : chômage, émigration, vie chère, pas de logement, pas d'écoles,...

Alors Boumédiène et sa clique hurlent au loup

"C'est de la faute du peuple : il consomme trop"

"C'est de la faute des travailleurs : ils ne produisent pas assez, ils font grève".

"C'est de la faute des petits commerçants, des intermédiaires".

"C'est de la faute des paysans ; ils sont attirés par la ville"

"C'est de la faute de la réaction intérieure et extérieure."

Le peuple algérien sait qui est le responsable !

Le peuple algérien a dit NON ! BOUMEDIENNE et sa clique sont responsables :"

Les grèves des cheminots, de la RSTA, des dockers, éboueurs, étudiants boulangers ont désigné le responsable : le pouvoir de BOUMEDIENNE.

Aujourd'hui, toutes les couches de la population rejettent le pouvoir de BOUMEDIENNE : ouvriers, paysans, étudiants, jeunes, enseignants, commerçants..., n'en veulent plus.

Depuis novembre 1974, Tribune Algérienne combat pour les libertés démocratiques, pour une Assemblée Constituante Souveraine.

Aujourd'hui, Tribune Algérienne dit : la crise économique et politique qui secoue notre pays ne peut être résolue par une révolution de palais.

Les masses algériennes n'ont que faire du remplacement de BOUMEDIENNE par un de ses acolytes, par un autre colonel.

La seule réponse est la lutte des masses contre le régime failli, contre le régime de l'arbitraire.

Les mots d'ordre autour desquels se sont regroupés, en novembre 1974, les militants de Tribune Algérienne sont, plus que jamais, à l'ordre du jour, sont plus que jamais, ceux qui correspondent aux aspirations

... / ...

BOUMEDIENNE, EL MOUDJAHID, LEUR ASSEMBLEE POPULAIRE
NATIONALE (APN) ET LE STATUT DU TRAVAILLEUR

En lisant El Moudjahid tout particulièrement ceux du mois d'aout et septembre, nous sommes frappés par les appels et mise en garde constantes contre la "réaction", ce qui nous mène à nous demander : mais, alors Boumédienne ! la réaction elle est partout, partout à en croire la densité des dénonciations officielles on en arrive à deux déductions :

La 1ère elle est importante. De plus en plus importante

La 2ème elle est partout dans toutes les couches de la société

Se souvient-on que le Président Colonel a eu 98,51 % de voix aux élections donc 98,5 % de la population avec lui, mais alors, où est la réaction ?

Qui est la réaction ?

BOUMEDIENNE est comme une bête aux abois, il condamne, il menace tout y est, sa presse publie régulièrement des listes avec nom, prénom, adresse des citoyens pénalisés, ils sont fichés, tout est si simple pour le colonel du jour au lendemain sans préavis on est bandit chez BOUMEDIENNE.

Ils sont d'abord dénoncés publiquement dans le quotidien national coupable ou pas on verra ça après !

BOUMEDIENNE frappe partout, mais rien n'y fait, rien ne va dans le pays, il menace, il se justifie voir ce qu'il dit par le canal de sa presse "évidemment, la tâche est complexe, on ne peut transformer des textes (les siens !) en action concrètes du jour au lendemain, il va falloir lutter contre les éléments nuisibles (!) qui agissent délibérément pour des intérêts qui ne sont pas ceux de l'Etat (c'est évident !) et des masses laborieuses" (en 31/3/78)

C'est BOUMEDIENNE qui dit ça ? Alors que parallèlement il dit aux délégués de L'UGTA lors du 5ème congrès (El Moudjahid 31/3/78) : "la défense des droits moraux et matériels des masses laborieuses ne constitue pas l'unique préoccupation des délégués"

C'est clair ! l'intérêt des masses laborieuses n'est pas aussi son problème.

Dans ce marasme, notre chef d'orchestre irrité, peste à tour de rôle hier, contre les fellahs, insuffisances et déviations dira-t-il,

Aujourd'hui, propos incendiaires à l'encontre des petits commerçants, la presse aux ordres matraque quotidiennement et ce matraquage est un aveu supplémentaire de sa faiblesse et surtout de son incapacité.

Il peut raconter tout ce qu'il veut ce "grand maître de la répression BOUMEDIENNE et sa clique sont démasqués, dévoilés personne ne se laisse prendre à sa démagogie, il reconnaît lui-même qu'il n'a plus le crédit dans le peuple. On lira sur El Moudjahid (30/8/78) " Fondamentalement, des propos ont alimenté une campagne d'intoxication entretenue par la réaction dans un but précis, créer un climat d'insécurité parmi les petits commerçants (...) et de parvenir à dresser une partie de la population contre l'Etat."

Si l'on rassemble toutes "les parties" (contre l'Etat) nommées tour à tour par le Président colonel, elle devient bien large "cette partie" de la population ! 13 ans de régime de l'arbitraire aboutissent à isoler le régime, totalement isolé, il a marginalisé le peuple entier.

Le peuple, toutes les couches de la société sont fondamentalement mécontentes le peuple algérien en a assez. Face à tout cela, que fait BOUMEDIENNE ?

Il insulte, il menace, il emprisonne. Tout citoyen quel qu'il soit est menacé BOUMEDIENNE, le peuple le sait bien, est soutenu par ses chiens, que sont la sécurité militaire (civils, anonymes dans la foule, omniprésente), elle est l'épée de Damoclès sur le peuple algérien.

On ne méprise pas, on n'insulte pas impunément un peuple, un peuple qui a su résister à l'impérialisme français, ! BOUMEDIENNE le sait bien ce qui le contraint d'avouer par le canal de sa presse : "le climat de mécontentement qui existe" propagande mensongère" dira-t-il !

Non, il n'a pas d'arguments, la réalité crève les yeux 16 ans après l'indépendance, il y a eu suffisamment de temps, 16 ans après l'indépendance : misère, chômage, sous alimentation "l'austérité dont sont souvent seules les masses laborieuses à en faire les sacrifices" voilà ce qu'on a pu lire dans El-Moudjahid "journal officieux !!" .

Le peuple dit : Assez ! justice ! ça suffit les privations
A ces cris de mécontentement farouche, Boumedienne répond :
Bataille de la production !

Produire ! Abnégation sur toute autre considération matérielle
Il fonce Boumedienne, contre la classe ouvrière qui lui résiste sourdement, sûrement (voir l'ampleur des grèves depuis 1977 surtout)
Mais pour Boumedienne il faut continuer à sucer le peuple, à essorer

.../...

la classe ouvrière le plus possible .

Boumedienne a façonné son arme, après la GSE corporatiste, c'est le statut du travailleur, il lui a préparé l'état, il s'organise, il prépare ses pions dans la nouvelle commission exécutive de l'UGTA et lance l'os à ronger à l'assemblée populaire bidon .

Signalons que cela n'a pas été de tout repos chez ces messieurs de l'APN comme nous allons le constater à travers ces lignes relevées sur El-Moudjahid pendant tout le déroulement des travaux de l'APN sur le statut

Nous constatons :

1ère) le désarroi, les hésitations de l'assemblée de Boumedienne

2ème) le rappel à l'ordre du président-pantin de cette "assemblée populaire nationale "

3ème) la remarque très significative des cinq ministres

Voyons donc le déroulement des travaux :

7 Mai 78 au 8 Juin 78 : discussion au sein de l'APN (Nous ne nous laurons pas ce qui est fondamental, le contenu ne sera pas "touché"

"voyons la formulation dira la commission des affaires sociales" !!

lignes prises sur El-Moudjahid : 6.3.78 : " débat serré art.182 à 189

"modalité de cessation de travail, licenciements" (...) beaucoup de réticences sur le principe du Fonds soutenu par la charte nationale .

Allocations familiales : " leur suppression créeront un choc psychologique (sic!) politique chez des gens qui occupent un secteur économique vital."

on estime "qu'il était trop tôt pour supprimer les allocations familiales un député demande " que les députés soient déchargés de la responsabilité de l'article 148 .

N'a-t-il pas compris sa mission ? ce député ?

Le président de l'APN est là pour mettre les choses en place

El Moudjahid 10 Juin : " s'il faut récompenser (!!) il faut au si sanctionner, le problème est de savoir comment sanctionner ! ."

Bien dit Bitat, pas de confusion ! production ! sanctions !

Un député dira que les art.182 à 189 constitue une insécurité pour les travailleurs et proposa à la commission de les revoir .

Un autre s'étonna à propos de l'art.185 que le licenciement collectif soit prévu dans un statut des travailleurs de notre société .

Mais c'est ça le Statut du travailleur !

Qu'on ne se leurre pas ! encore une fois ce qu'on demande à la classe ouvrière : C'est produire !!

... 8

.../...

"Appréhension et angoisse" chez ces soufifs de l'ARN dit el-moudjahid 11.6.78
"Qu'allons nous dire quand on nous parlera des allocations familiales et de
l'avenir des enfants ?"

De ce climat, voilà ce que disent les cinq ministres (Dr AMH, ministre du
Travail, BENYAHIA, finances - GHUZALI, énergie et industries petrochimiques -
M/ZOUZI, ancien moudjahidinas - LASSINE, industrie lourde)

" la mise à l'épreuve d'une institution devant légiférer d'un problème capital
sans pour cela disposer d'une expérience spécialisée dans un domaine particu-
lièrement délicat " .

NON ! Font-ils semblant d'ignorer qu'avec Boumedienne on plebiscite !

Remarquons non sans vif intérêt qu'après ce relatif désarroi, il y eu un
silence dans la presse puis subitement " L'ARN vote à l'unanimité (1) le
statut " .

Chez Boumedienne, c'est les 99,99 %, et c'est toujours à l'unanimité, chaleu-
reusement (1) que ces textes sont accueillis (!!)

A tous ces messieurs, nous disons le peuple a mis dehors au prix du sang
l'impérialisme français, pour vivre libre, égaux, libre pour sa dignité et
non pour retrouver une dictature et la misère -

Alors que les travailleurs condamnent ce qu'il considère comme l'arme d'opres-
sion et de non droits la plus poussée, dressée contre eux, alors qu'ils crient
cette machine de guerre l'agence NOVOSTI, presse soviétique sans pudeur
écrit : " la promulgation du statut du travailleur va dans le sens de la
continuité du processus socialiste en Algérie . La presse allemande "NUEIS
DEUTCHLAND" ne fait pas mieux, pour elle cette exploitation officialisée
est un acquis des travailleurs .

A tout ceux qui ont salué cette arme de guerre contre la classe ouvrière,
Nous disons à tous ceux-là, Vous êtes démasqués ! le prolétariat prend acte
de cette prise de position en faveur de ce qu'il considère comme leur
oppression .

A BAS les ennemis de la classe ouvrière !

A BAS ce régime de l'arbitraire !

A BAS ce régime oppresseur !

SOUVERAINETE du PEUPLE et SOUVERAINETE de la Nation dans une
CONSTITUANTE SOUVERAINE AVEC UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE .

TAGUS

// ARRACHONS LA LIBERATION DE DALILA //

Le mois d'avril 1978, DALILA, l'épouse de Denis MASCHINO, était droguée, enlevée du Canada, emmenée en Algérie par son frère MESSAOUD ZEGHAR. Depuis elle est sequestrée en Algérie. Depuis M ZEGHAR se promène à travers le monde et affirme que DALILA est libre et qu'elle peut faire ce que bon lui semble. Mais Maître ZAVRIAN, expert pour le Maghreb de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui s'est rendu en Algérie fin août n'a pu rencontrer ni DALILA MASCHINO ni son frère MESSAOUD ZIGHAR. Alors que la police du Québec, dans un rapport officiel a conclu à un enlèvement, le gouvernement algérien déclare qu'il s'agit d'une "affaire privée" tout en faisant saisir toute publication qui parle de cette "affaire". Il est clair que M. ZEGHAR bénéficie de l'impunité et de la protection du régime algérien.

La place qu'occupe M. ZEGHAR et le rôle qu'il joue répondent au pourquoi de cette protection.

M. ZEGHAR n'est pas n'importe qui.

Il est un des milliardaires de l'Algérie de Boumédiène. En plus de ses propriétés en Algérie, il possède un somptueux appartement à Paris ; un autre à Genève ; une propriété au Canada, près de Montréal où il a commencé à installer un centre de ski et de golf de 12 millions de dollars.

A Los Angeles, il est propriétaire de la RANGERS AIRWAYS dans l'Ohio, de l'OVERSEAS NATIONAL AIRWAYS ; en Guyane Hollandaise, l'ARSEE OHIO PETROLEUM ; à Genève, la SOCINTEC...

La presse affirme que pas une goutte de pétrole algérien ne se vend, pas un contrat n'est signé avec ITT Espagne ou Boeing sans qu'il ait sa commission.

Mais ce n'est pas tout. Messaoud ZEGHAR est aussi, et peut être surtout, connu comme l'homme d'affaire de BOUMEDIENNE dont il gère la fortune personnelle à l'étranger.

... / ...

... / ...

En fait Messaoud ZEGHAR, par les multiples facettes de sa personnalité est un des "hommes" du régime de BOUMEDIENNE.

Il est un prototype de ceux qui gouvernent en Algérie.

Qui sont-ils ces hommes ?

Ceux sont ceux qui se sont enrichis à une allure vertigineuse alors que les masses n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

Ce sont ceux qui se font construire des palais de plusieurs centaines de millions de centimes lorsque les masses ne trouvent pas où se loger.

Ce sont ceux qui se font envoyer, par avion, des croissants de Paris et accusent le peuple de "gaspiller le pain".

Ce sont ceux qui ont de multiples affaires à l'étranger alors que l'exportation du dinar algérien est officiellement interdite.

Ce sont ceux qui se payent au volant de voitures coûtant la valeur de 30 années de salaire d'un smigard.

Ce sont ceux qui ont vendu l'Algérie à l'impérialisme et touchent leur "commission" sur chaque marché de l'Etat.

Ce sont ceux qui "dirigent" notre pays. A l'abri des chars, derrière les mitraillettes, ils se sont déclarés la "direction révolutionnaire". Ils se sont arrogé le droit de parler au nom du peuple algérien, de décider pour lui.

Au nom du "socialisme" à la sauce Boumedienne" ils appellent les masses à "l'austérité".

Ils peuvent tout se permettre. Ils se permettent tout : arrêter torturer, garder indéfiniment en prison quiconque refuse de "danser en rond". Depuis le 19 Juin 1965 ils gardent au secret BEN BELLA.

Ils ont fait assassiner KHIDER en Espagne et KRIM BELKACEM

A Hambourg

C'est la clique de BOUMEDIENNE !

C'est la clique qui a dissout l'Union Nationale des Etudiants Algériens, qui préside les congrès de l'Union Générale des Travailleurs algériens et en désigne les dirigeants, qui envoie la police, la gendarmerie, la sécurité militaire contre les travailleurs, les étudiants en grève. Ce sont ceux qui, au nom de l'obscurantisme religieux ont décidé que les femmes algériennes ne sont jamais majeures, qu'elles doivent demeurer, toute leur vie, sous l'autorité du père, du mari ou du frère aîné.

C'est un des leurs, le colonel YAHIA JUI, qui le 30 septembre dernier a déclaré, au congrès de l'Union Nationale des Femmes Algériennes, que "la revendication de la liberté, de l'égalité des salaires et dans le travail, ainsi que la discussion en commun de problèmes tels que le divorce, le mariage ou l'action politique est "un genre de préoccupations qui prévalent dans le monde capitaliste, découlent en réalité d'attitudes bourgeoises dénuées de toute dimension sociale et procèdent de l'individualisme et de l'égoïsme" Ce sont ces hommes qui ont approuvé l'enlèvement et la séquestration de DALILA MASCHINO et qui soutiennent et protègent l'un des leurs, M. ZEGHAR.

Le sort fait à DALILA MASCHINO est révélateur de l'arbitraire du régime de BOUMEDIENNE, de ses méthodes, du mépris avec lequel il traite les masses algériennes.

Les militants de Tribune Algérienne luttent depuis 4 ans pour les libertés démocratiques.

Ils se sont retrouvés naturellement, au premier rang du combat de toutes les forces démocratiques pour la libération de DALILA MASCHINO

POUR QUE DALILA MASCHINO PUISSE VIVRE LIBRE ET DIGNE

POUR LA LIBERATION DE DALILA !

.....// // ENRIERE //)) INUTE

Après la conférence de presse de la Fédération Internationale
 des Droits de l'Homme qui s'est tenue le mercredi 11 Octobre dans
 laquelle la Fédération Internationale de l'Homme (FIDH) a déclaré
 publiquement sa détermination de continuer l'action jusqu'à la
 libération de Dalila MASCHINO, vient se constituer, lors d'une
 Assemblée Générale des signataires de la pétition

" POUR QUE DALILA PUISSE VIVRE LIBRE ET DIGNE "
 COMMISSION D'ENQUETE I "

Un collectif pour la LIBERATION DE DALILA MASCHINO vient de se
 constituer. Celui-ci s'est doté d'un bureau qui prendra en charge
 les tâches nécessaires pour amplifier cette campagne dans le mouvement
 ouvrier et démocratique français et international.

Un dossier sur " l'affaire DALILA MASCHINO " vient d'être publié .

-Pour tout renseignement et toute
 commande, écrire à Madame DAVID,
 32 rue de Joinville 75019 PARIS

TOUS LES DROITS DE DALILA MASCHINO PUISSENT VIVRE LIBRE ET DIGNES

POUR LA LIBERATION DE DALILA MASCHINO

11 OCTOBRE 1977

Le 15 septembre 1978

Lettre à Tribune Algérienne

"La vie ici devient de plus en plus difficile, bien entendu pour le peuple ; les pénuries atteignent un degré alarmant ; les prix augmentant à une cadence vertigineuse ; la corruption s'installe partout ; on a l'impression que c'est le vide ; le mécontentement se généralise et je pense que c'est bon signe ; les illusions des uns s'évaporent et les masques des autres tombent devant un fiasco qui est maintenant total, le fiasco d'une politique démagogique menée par une bande de gangsters au service d'une classe bourgeoise arriviste et rapace qui ruine le pays et asservit le peuple. Je crois que même pour les ignorants la nature du régime apparaît de plus en plus claire. L'autre jour je discutais avec un paysan de la région de l'Ouarsenis qui m'a étonné lorsque je l'ai trouvé tout à fait conscient de cette démagogie dans laquelle le pays et c'était un attributaire de la réforme agraire .

Si vous n'êtes pas au courant, je vous apprends qu'une grève a eu lieu à la Sonacome de Constantine. Les bureaucrates voulaient appliquer un nouveau salaire qui diminuerait l'ancien je ne sais pas comment ça s'est terminé ; il est sur que le pouvoir a brandi le gros bâton, cependant qu'il monte des opérations bidon contre la spéculation et qui est destinée en réalité à cacher son échec.

Bref, les choses ici vont très mal, c'est la chute quoi ! l'atmosphère sociale s'électrifie et il suffit d'une étincelle pour que ça éclate. Il est significatif que le régime des colonels n'arrive plus à vendre ses mots.

C'est le signe d'une certaine prise de conscience chez le peuple."

Habib

Alger le 20 septembre 1978

Lettre :

Justement il faut que je vous dise, en Algérie ça commence vraiment à aller mal.

Après les mesures qui ont été prises envers les boulangers, on va passer aux bouchers. On ne cesse de verbaliser les petits commerçants et d'emprisonner un grand nombre.

Après tout ceci, le peuple commence à s'agiter.

Dernièrement il y a eu à Oran une grève et une mutinerie dans une société. Il y eu même des représailles. On en n'a pas parlé dans les journeaux. Et encore pire que ça, à Belcourt, à Bab el Oued, à Clinat de France, à Clos Salembier on écrit sur les murs avec de la peinture des slogans "A bas Boumédiène" Je les ai vus de mes propres yeux. Il n'y a pas moyen de veiller dans la rue jusqu'à 22H30 ou 23 H, ON risque de se faire ramener par les flics. On met aussi les tracts dans les boîtes aux lettres.

Comme vous voyez ça commence vraiment à bouillonner. De nombreux quartiers offrent ces temps-ci un visage vraiment désolant. A Bab el Oued par exemple vous pouvez voir des hommes, des femmes, des garçons, des jeunes filles avec des bidons, des bassines pour remplir l'eau. Cela fait un mois et demi qu'il n'y a pas une goutte d'eau dans le robinet.

Pour ce qui est du pain, si vous n'achetez pas le matin vous ne trouverez rien le soir. Imaginez-vous un peu les boulangers pris d'assaut ! les chaînes devant les boulangers ! c'est le comble. Il en est de même pour le sucre en morceaux, on n'en trouve plus et beaucoup d'autres choses encore. Et puis même de lavoirs pour le linge. Vraiment c'est un spectacle affligeant.

HALTE A L'ATTAQUE CONTRE LES PETITS COMMERCANTS
ET LES ARTISANS

HALTE A LA DEMAGOGIE, AU MENSONGE, A LA REPRESSION !

La situation difficile et pénible que subit le peuple, la nation entière s'est encore aggravée. A la cherté de la vie aux pénuries, au chômage, à la misère, à une vie intolérable s'ajoute la répression, l'emprisonnement sans recours.

Organisant le vol, la spéculation, les détournements, le gaspillage, le gouvernement des colonels crie au voleur

En effet pour détourner le mécontentement et la colère du peuple les colonels s'attaquent aux petits commerçants aux artisans, aux boutiquiers ; amendes, contraventions, fermeture de boutiques et emprisonnements se développent ; des centaines de noms ont été publiés dans El Moudjahid la voix de son maître. Fichés, bastonnés, emprisonnés ces pères de famille, ces citoyens se trouvent livrés à la féroce répression des colonels et de leurs polices. Du jour au lendemain des centaines de familles se trouvent dans la misère !

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Ministre de la police, colonel de son état, M. ABDELGHANI n'hésite pas à déclarer ; "ceux qui ont été sanctionnés sont des bandits qui ont violé la loi et qui n'ont rien à voir avec le petit commerce" El Moudjahid 20 sept 78. Ignoble langage !
Ignobles méthodes !.

Mais langage clair et policier du représentant du régime de la dictature en exercice de celui même dont les masses populaires avaient dit qu'il était avec l'autre colonel Bencherif des féodaux et qu'ils devaient être "assainis" !

Aux aspirations profondes du peuple, de la nation à la liberté à la démocratie, à la justice des colonels répondent par la prison.

Le peuple veut être protégé et non pillé !
il veut être libre et non pas emprisonné !

.../...

Il veut prendre son avenir en main et ne pas être exclu et marginalisé !

Tous les droits,

Toutes les revendications démocratiques sont incompatibles avec ce régime de l'arbitraire .

CONTRE la dictature, La CONSTITUANTE SOUVERAINE

CONTRE la dictature, Le GOUVERNEMENT RESPONSABLE et à bon marché .

DERNIERE MINUTE (Communiqué)

- CONSTITUTION DU COLLECTIF POUR LA LIBERATION DE DALILA -

Après la conférence de presse de Maître ZAVRIAN, avocat de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui s'est rendu en Algérie pour enquêter sur le sort de Dalila, les signataires de la pétition "pour que DALILA PUISSE VIVRE LIBRE ET DIGNE : COMMISSION D'ENQUETE !" (pétition qui a regroupé plus de 800 signatures), se sont réunis en Assemblée Générale le Vendredi 20 Octobre et ont décidé de se constituer en :

COLLECTIF POUR LA LIBERATION DE DALILA

Ce Collectif s'est doté d'un bureau représentatif des signataires et regroupe des militants et responsables syndicaux et des démocrates.

On y trouve notamment : Mr DAVID-LAMBERT (avocat, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme), Laurent SCHWARTZ, Michel BROUE, Marcel FERON (Secrétaire Ile de France P.T.T./F.O.), L.P. LETONTURIER (membre du bureau de la F.E.N. Paris, responsable de la Commission Droits et Libertés)... Mme DAVID (membre du Conseil Syndical CGT Cadre de Vie) etc...

Pour tout renseignement, adhésion et soutien financier écrire à Madame DAVID, 32 rue de Joinville 75019 PARIS.

LA RENTREE SCOLAIRE

UN CAUCHEMAR

§

Comme chaque année, au moment de la rentrée scolaire, le pouvoir de Boumédienne publie des communiqués triomphalistes annonçant que la scolarisation fait de grands progrès et que la question scolaire est en voie de résolution. Malheureusement comme chaque année, la réalité est loin de correspondre aux proclamations gouvernementales. Derrière les chiffres officiels se cache une situation réelle qui est un "véritable cauchemar" pour la jeunesse et les familles algériennes.

L'immense majorité de la jeunesse à la rue

La presse de BOUMEDIENNE donne les chiffres suivants pour la rentrée 78 :

- taux de scolarisation dans le primaire = 74,6%
- taux de passage du primaire au cycle moyen = 50%
- taux de passage du moyen au secondaire = 50 %
- taux de réussite au brevet = entre 20 et 30 %
- taux de réussite au baccalauréat = 17 % en 1977, autour de 20 % en 1978.

Que veulent dire ces chiffres ?

Ils signifient tout simplement que pour l'immense majorité de la jeunesse c'est l'analphabétisme, le chômage, la misère.

Ces chiffres veulent dire que 25 % des enfants n'iront jamais à l'école.

Ils veulent dire qu'un adolescent sur deux sera renvoyé de l'école à 14 ans et se retrouvera à la rue à attendre, attendre quoi ?

Ils veulent dire que la majorité des élèves du cycle moyen n'ont pas plus loin parce que le pouvoir en a décidé ainsi.

../...

... 18

Ils veulent dire que l'Université est fermée à 80% des élèves de terminale.

Manque de classes

Que ce soit dans le primaire, le cycle moyen ou le secondaire, le pouvoir n'a pas construit le nombre d'écoles collèges d'enseignement moyen (CEM) et lycées nécessaires. Le gouvernement n'a pas été capable de respecter ses propres programmes qui sont pourtant très loin de répondre aux besoins réels.

C'est ce que met en relief la presse de Boumédienne dont sont tirés les quelques exemples suivants :

.A Constantine : il manque 140 classes dans le primaire ; aucun des 15 CEM prévus depuis 1974 n'a été livré.

.A Tiaret "il faut réaliser dans les meilleurs délais 600 classes, 29 CEM, 6 lycées et technicams" écrit El Moudjahid.

. A Ain Témouchent : "sur 49 classes inscrites au programme de 1978, 6 seulement sont en cours de réalisation" ; le 2ème le 2èm plan quadriennal prévoyait la construction de 6 CEM, or "la réalisation vient à peine d'être entamée".

. A Bedjaïa : les 11 projets de CEM en sont encore au "choix du terrain" ; sur 300 classes programmées à la construction depuis 1971, 149 ont été terminées.

. A Mascara : "aucune nouvelle classe n'a ouvert ses portes cette année alors qu'il était prévu 11 établissements inscrits au titre du 2ème plan quadriennal".

. A Batna : sur 18 CEM prévus au 2ème plan quadriennal, 3 ont été réalisés, 6 sont en construction et pour les 9 autres les travaux n'ont pas encore débuté.

. A Skikda : 10 % des prévisions ont été réalisés.

. A Tlemcen : les 133 classes prévues n'ont pas été construites : les 13 CEM du 2ème plan quadriennal n'ont pas été terminés.

. A Mascara : les II CEM prévus n'ont pas été réalisés.

. A Guelma : sur les II CEM programmés, aucun n'a été réalisé ; il en est de même pour les 5 lycées et technicums .

. Dans la daïra de Sidi M'HAMED (Alger), aucun des projets des II CEM n'a été réalisé.

. Enfin pour la ville d'Alger, rapporte El Moudjahid, sur 118 CEM prévus, 42 seulement ont "déjà trouvé un terrain".

Manque d'enseignants, enseignants au rabais

Il manque des enseignants ! c'est ce que constatent les "cadres de l'Education Nationale" réunis en juillet par le Commissariat National du FLN d'Alger. El Moudjahid rapporte qu'au cours de cette réunion "il sera cité l'exode des enseignants, dû au manque de logements et aux salaires, particulièrement dans le primaire".

Algérie Actualité du (14 au 20 sept. 78) écrit au sujet des enseignants "ces derniers fuient toujours les secteurs de l'Education Nationale".

Dans tout le pays les enseignants refusent les conditions qui leur sont faites : salaires insuffisants, pas de logement - ment un minimum de 90 élèves par jour, aucun moyen pédagogique. Incapable de recruter des enseignants, en faisant droit à leurs revendications légitimes, le pouvoir ne se préoccupe que de "boucher les trous" Partout le recrutement de moniteurs (jeunes ayant arrêté leur scolarité au niveau du cycle moyen ou du secondaire) est reconduit d'année en année.

Dans de nombreuses localités, rapporte El Moudjahid, "l'enseignement du français est assuré par des instituteurs arabisants. Pour pallier le manque d'enseignants qualifiés on "décide, comme pour la ville d'Alger de faire appel aux cadres administratifs et techniques des sociétés nationales, aux jeunes du service national, à l'utilisation d'enseignants à temps partiel" c'est à dire à l'utilisation d'enseignants n'ayant aucune formation pédagogique.

Manque de classes, manque d'enseignants ! Alors on entasse les élèves dans des classes qui ne sont plus le plus souvent que des garderies .

77 U N I S I E

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DES TRENTE ACCUSES DE TUNIS,
ARRET DE TOUTES LES POURSUITES

Habib Achour, ancien secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens, a été condamné à dix ans de travaux forcés par la cour de sûreté de l'Etat tunisien. Ses camarades se sont vus infligé des peines allant de huit ans à six mois de travaux forcés.

Habib Achour, soixante six ans, est un dirigeant traditionnel du mouvement ouvrier tunisien. Ce fut un des premiers combattants pour l'indépendance tunisienne.

Procès truqués de bout en bout ! volumineux dossiers d'accusation communiqués aux avocats commis d'office, à la dernière minute. Salle bourrée de policiers et interdite même à la famille des accusés. Représentants étrangers, comme ceux de la C.G.T., de la F.E.N., de la C.F.D.T., systématiquement exclus. Pour compléter ce beau tableau de la justice tunisienne, le président coupait la parole aux accusés qui voulaient s'exprimer sur le fond, s'attirant cette réplique de H. ACHOUR : "Il n'y a pas de criminel parmi nous. Si vous ne voulez pas me laisser parler, alors, finissons-en, et qu'on me coupe la tête !". (Le monde, 11 oct).

Le procureur avait réclamé à la cour trente condamnations à mort. Il définit ainsi l'accusation : "il ne fait aucun doute que les accusés, animés de desseins insurrectionnels, avaient conçu et mis en application un plan prémédité qui visait à semer l'anarchie dans le pays pour discréditer l'Etat et l'affaiblir, à renverser le gouvernement par la violence et à prendre le pouvoir".

Cette accusation donne la véritable signification de ce procès. Ce qui est reproché aux accusés, ce n'est pas qu'ils aient organisé le détail du mouvement révolutionnaire contre le régime destourien (et d'ailleurs l'ombre d'une preuve n'a pu être fournie par l'accusation) ; mais c'est que les trente dirigeants syndicaux ont été portés par le prolétariat tunisien à la tête d'un puissant mouvement qui menaça en janvier 78 d'abattre la débile bourgeoisie tunisienne .

Le 26 Janvier 78, la grève générale éclatait dans tout le pays à l'initiative de l'UGTT et, en masse les travailleurs descendaient dans la rue pour affronter la police de Bourguiba. Cette dernière, sans ménager ses cartouches, assassina par centaines les manifestants, révélant ainsi au monde le véritable visage de la république démocratique tunisienne et d'un grand démocrate, le sage et paternel Bourguiba.

La débile bourgeoisie tunisienne aux abois, ses mitrailleuses encore fumantes, a tenté de donner un semblant de légitimité à la parodie de procès qu'elle a organisée. C'est la profondeur du mouvement des travailleurs tunisiens même qui a fait apparaître ce procès pour ce qu'il est : une tentative désespérée de prolonger la sanglante répression de Janvier pour étouffer la voix des travailleurs. Et certes les coups que peut porter la classe dirigeante tunisienne ne doivent pas être négligés ; ils sont à la mesure de sa peur. Dix ans de travaux forcés, ce n'est pas l'exécution immédiate, mais nul doute que Habib ACHOUR et ses camarades sont en danger de mort dans les geôles des bourreaux destouriens.

Bourguiba et ses hommes de main, organisent des procès truqués et astiquent leur mitrailleuse, cela ne suffira pas. Car les masses tunisiennes ont commencé d'instruire, avec leur sang et leur héroïsme, le procès du régime, et la condamnation à mort est exécutoire. Le 26 janvier est une répétition générale qui se poursuit par la lutte de tout le mouvement ouvrier tunisien et international pour la :

LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES
TRENTE ACCUSEZ DE TUNIS, et pour

L'ARRET DE TOUTES LES POURSUITES.

Le 21/10/78

CAMP DAVID : UNE NOUVELLE MACHINE DE GUERRE
CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Après la guerre des 6 jours (67) l'impérialisme américain élabore un plan (Rogers) qui, par le biais de la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Etats "Arabes", nie le droit pour le peuple palestinien à constituer sa NATION.

Depuis onze ans l'Impérialisme américain, les "ETATS ARABES" l'Etat scionniste d'Israël, par le fer et le feu, le sang, tentent d'appliquer ce plan de liquidation de la résistance et du peuple palestinien.

En 70, c'est au nom de la "Nation Arabe" que le boucher Hussein de Jordanie, pour la défense de son propre régime, massacre les combattants palestiniens à Amman. Cela n'a pas suffi.

C'est toujours au nom de la "Nation Arabe" qu'en 76-77 sont signés les accords de Ryad et du Caire qui tentaient de couper les ailes de la résistance palestinienne.

Aujourd'hui SADATE et BEGHIN, avec l'engagement total de l'Impérialisme U.S. viennent de signer les accords de CAMP DAVID qui constituent une pièce maîtresse dans la machinerie visant à liquider les revendications du peuple palestinien et son droit à exister comme NATION.

La contre-révolution qui hier massacrait à Amman, organise aujourd'hui la guerre civile au Liban. Fournies par Washington, Paris et Moscou, servies par les Israéliens, les Syriens, les Jordaniens ou les milices réactionnaires du Liban, les armes crachent le feu contre le peuple palestinien et ses combattants.

Consolider l'Etat d'Israël ébranlé, liquider physiquement les combattants palestiniens pour mettre en place un camp de concentration (Cis-jordanie, Gaza) pour les quelques palestiniens qui échapperaient au massacre, tel est la signification du sommet de CAMP DAVID.

Mais nous le savons, ces "accords" n'ont été obtenus que parce que l'Impérialisme américain a jeté tout son poids dans la balance.

Ceux qui trament le complot permanent contre les Palestiniens sont loin d'avoir toutes les cartes en main. Atteinte, la résistance palestinienne n'a pas encore été démantelée.

L'Egypte et Israël sont assaillis de contradictions et de tensions internes. Il en est de même pour les autres Etats de la région, dont, pour cette raison, l'attitude à l'égard de la "solution" proposée par CAMP DAVID, va de l'expectative à l'hostilité ouverte.

Le peuple palestinien et les masses "arabes" n'ont pas dit leur dernier mot. Contre les SADATE et BEGHIN et leurs amis de la "NATION ARABE" elles combattront pour leurs droits nationaux légitimes.

POUR WASHINGTON, MOSCOU et PEKIN
L'ORDRE DOIT REGNER A TEHERAN !

C'est par millions que depuis le 4 Septembre les masses iraniennes se sont levées pour en finir avec la dynastie corrompue des PAHLEVI, soutenue par l'Impérialisme U.S.

"A BAS LE CHAH !" a scandé tout un peuple durant les dizaines de manifestations qui depuis septembre déferlent en Iran.

Pour sauver son trône ébranlé, le CHAH , 'a eu pour toute autre réponse que le canon et la mitraille.

Au moment même où les troupes du CHAH abattaient des milliers de manifestants dans les rues de Téhéran, à Washington on se félicitait "que le régime paraisse avoir le contrôle de la situation". Carter a la même conception du maintien de l'ordre que le tyran sanguinaire de Téhéran. C'est que l'enjeu de la mobilisation de tout le peuple palestinien est de première importance pour la contre-révolution.

Le Herald Tribune avertit que "le régime du chah est la seule barrière dans un océan d'instabilité".

Le ministre saoudien de la Défense a appelé "LES ETATS ARABES à soutenir le CHAH pour préserver la stabilité... car tout déséquilibre aura de dangereuses répercussions sur la sécurité de cette région".

Quittant l'Iran, le premier ministre japonais a réaffirmé son appui au régime.

L'impérialisme veille sur son chien de garde. 30 000 "conseillers" américains encadrent l'armée qui a assassiné à Téhéran.

Mais l'Impérialisme n'est pas seul à veiller. HUA KUO FENG est allé apporter son soutien au tyran assassin!

Le jour même où le successeur de Mao quittait Téhéran, la soeur du CHAH, personnage important du régime, s'envolait pour ALMA-ATA et Moscou !

Pour la contre-révolution, l'ORDRE des canons et de la mitraille doit régner à Téhéran ! Leur ordre c'est l'ordre de la corruption, de l'arbitraire policier de la SAVAK, des exploités, de la tyrannie sanguinaire dont les masses ne veulent plus !

Les travailleurs des Banques, ceux de l'Industrie pétrolière, de la sidérurgie, du Textile, des mines, les étudiants et les fonctionnaires sont en grève.

C'est par millions que le peuple travailleur déferle sur les principales villes du pays.

De QUOM et TEHERAN, de BEHCHAH, TABRIZ et ABADAN, des villages et des campagnes s'élève la même exigence : A BAS LE CHAH !

Oui l'ordre doit régner en Iran ! Cet ordre c'est l'ordre des masses exploitées, de la jeunesse du peuple-travailleur combattant pour ses droits et libertés, pour le Pain, la Terre et les Libertés.

A BAS LE CHAH !

BRAHIM